

la qualité de la vie et à assurer des emplois. Je vois mal comment le gouvernement pourrait circonscrire les besoins des citoyens des centre-ville s'il freine l'activité économique sur ce chapitre.

Il a également eu le culot de réduire les fonds destinés à relancer l'emploi. Cette réduction est de 1.78 milliard de dollars dans son budget. Pourtant il avait promis des emplois, encore des emplois, toujours des emplois. Et tous les jours à la Chambre, il se vante d'en créer. Comment peut-il freiner les efforts consentis jusqu'ici alors que nous avons largement dépassé le million de chômeurs et que les prévisions à long terme ne laissent entrevoir aucune amélioration sur ce chapitre? Nos jeunes sont dans une situation désespérée. Or le budget a pour effet de continuer à priver les jeunes de la chance d'apporter leur contribution à la société en réduisant les crédits dans le domaine de l'emploi. Il est ironique de constater qu'un gouvernement qui prétend se soucier de nos jeunes à toutes fins pratiques supprimé le ministère qui avait pour tâche d'agir dans ce domaine.

● (1730)

Le gouvernement a effectué des compressions dans d'autres domaines également. Il a réduit de 502 millions de dollars le budget du ministère de l'Agriculture. Pour la plupart des citoyens, cela peut ne pas sembler très important, mais une bonne partie de notre économie est liée au secteur agricole. Les agriculteurs ont besoin de l'aide de leur gouvernement fédéral afin de pouvoir continuer à faire marcher leur exploitation pour produire les aliments dont nous avons tous besoin. Cette compression budgétaire va donc nuire à l'industrie agricole et à nos familles agricoles.

Le gouvernement a en outre effectué des compressions budgétaires de l'ordre de 4.82 milliards de dollars dans le domaine de la santé et du bien-être social. C'est là un montant énorme. Nous entendons en même temps depuis quelques semaines des Canadiens nous parler de la nécessité d'établir un réseau de garderies. Il est temps de reconnaître qu'il faut offrir un service de garderie à toutes les familles canadiennes. Il est temps de reconnaître que notre système actuel, qui ne permet qu'aux plus pauvres de notre société de bénéficier d'un service subventionné, est insuffisant. Il est temps de changer le système et d'offrir un service de garderie à toutes les familles en érigeant en principe qu'il s'agit d'un service auquel tous les Canadiens ont droit. Étant donné que le nombre des familles dont les deux parents travaillent ne cesse d'augmenter, il est nécessaire d'assurer un service adéquat pour les enfants. Il faut investir dans nos enfants afin qu'ils puissent devenir les adultes responsables que nous espérons tous les voir devenir. Comment prendre la moindre initiative dans ce domaine? Comment répondre aux appels à de nouvelles initiatives dans le domaine des garderies lorsque le gouvernement réduit les dépenses en matière de santé et de bien-être?

Le gouvernement a également réduit les dépenses dans le secteur des transports. C'est ironique parce que pendant la campagne, les conservateurs ont affirmé qu'ils allaient rétablir certaines lignes voyageurs que VIA avait supprimées sous le gouvernement libéral. Après avoir rétabli certaines de ces lignes, le gouvernement procède maintenant à des coupes dans ce secteur. Les conservateurs s'en sont servis dans leur plateforme électorale, mais maintenant qu'ils sont au pouvoir, ils ont entamé un processus qui sapera le service voyageurs. Le

Le budget—M. Keeper

gouvernement a réduit le budget des transports de 3.61 milliards de dollars. Il a non seulement décidé de taxer davantage les citoyens ordinaires mais il a aussi réduit des services essentiels dans les domaines de l'expansion industrielle régionale, de l'emploi, de l'agriculture, de la santé et du bien-être et des transports.

Les conservateurs ne semblent pas voir que le régime fiscal est injuste. Je voudrais seulement donner un petit exemple. A cause de ce budget, les impôts des particuliers augmenteront près de quatre fois plus vite que les impôts des sociétés en 1986. Les impôts des particuliers augmenteront de 1.1 milliard alors que ceux des sociétés augmenteront de 380 millions seulement. C'est injuste de la part des conservateurs de continuer dans la même veine que depuis 20 ans, c'est-à-dire de faire supporter une part de plus en plus importante du fardeau fiscal aux particuliers, au profit des sociétés, et de le faire non seulement de façon à ce que les impôts des particuliers augmentent plus vite que ceux des sociétés mais quatre fois plus vite cette année. Voici un autre exemple: d'ici 1990, la charge fiscale des particuliers augmentera plus de dix fois plus que celle des sociétés. Autrement dit, l'impôt des particuliers augmentera de 2.9 milliards de dollars, contre 295 millions pour les sociétés.

De toute évidence, le régime fiscal que le gouvernement impose aux Canadiens est non seulement lourd et affligeant, mais également injuste. Le budget ne fait rien pour résoudre le problème le plus crucial qui assaille les Canadiens à l'heure actuelle, à savoir celui des emplois. Le gouvernement a fixé des objectifs pour la diminution du déficit jusqu'à l'an 1990, mais il a décidé de ne pas en fixer pour le chômage. Si le gouvernement prenait au sérieux le problème du chômage, il fixerait des objectifs, je suppose. Il nous dirait comment et de combien il va réduire le chômage chaque année, comme il l'a fait pour le déficit. Toutefois, il a préféré ne pas le faire. Il a préféré ne pas prendre le chômage au sérieux. Même lorsqu'il établit des prévisions au sujet du chômage, il prévoit une baisse très modeste de 0.6 p. 100 du taux de chômage pour cette année et l'an prochain. Cela s'ajoute aux coupures de 200 millions de dollars effectuées dans le budget de la création d'emplois. Le gouvernement ne semble guère s'intéresser au secteur de l'emploi. En même temps, il a décidé d'augmenter les impôts des Canadiens ordinaires de façon tout à fait injuste, tout en réduisant les services à leur disposition.

[Français]

Monsieur le Président, ce budget a augmenté l'impôt sur le revenu des particuliers. Ce budget a augmenté l'impôt des familles ordinaires, des familles à revenu moyen. Ce budget a augmenté le taux d'une famille moyenne de \$350 par année et ce montant est une addition à l'augmentation de \$1,000 que le gouvernement a déjà faite l'année dernière. Le total de l'augmentation d'impôt pour une famille ordinaire par ce gouvernement conservateur est de \$1,350 par année. C'est une augmentation d'impôt énorme pour une famille ordinaire. C'est un fardeau fiscal très lourd pour une famille ordinaire.

Monsieur le Président, cette augmentation d'impôt arrive en même temps que le gouvernement a maintenu l'exemption à vie sur les gains en capital. La conclusion est que le gouvernement a augmenté le fardeau des familles ordinaires et a donné un cadeau aux gens ayant un revenu élevé. Monsieur le Président, en même temps que le gouvernement a augmenté les